



31 janvier 2017

(17-0596)

Page: 1/1

Original: anglais

CHINE – SUBVENTIONS AUX PRODUCTEURS D'ALUMINIUM PRIMAIRE

DEMANDE DE PARTICIPATION AUX CONSULTATIONS

Communication présentée par la Fédération de Russie

La communication ci-après, datée du 27 janvier 2017 et adressée par la délégation de la Fédération de Russie à la délégation de la Chine, à la délégation des États-Unis et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Je souhaite me référer aux consultations demandées par les États-Unis conformément aux articles 1^{er} et 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord"), à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et aux articles 7 et 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC") (dans la mesure où l'article 30 incorpore l'article XXII du GATT de 1994) dans la communication distribuée aux Membres de l'OMC le 17 janvier 2017 (WT/DS519/1; G/SCM/D113/1; G/L/1173), intitulée "*Chine – Subventions aux producteurs d'aluminium primaire*" (DS519). Les autorités de mon pays m'ont chargé de notifier aux Membres qui prennent part aux consultations et à l'Organe de règlement des différends que la Fédération de Russie souhaite être admise à participer à ces consultations, conformément à l'article 4:11 du Mémorandum d'accord.

La Fédération de Russie note que la demande de consultations concerne l'octroi de subventions aux producteurs chinois d'aluminium primaire. Les résultats de ces consultations pourraient en définitive affecter les courants d'échanges mondiaux d'aluminium primaire. La Russie est l'un des principaux producteurs et exportateurs d'aluminium primaire et l'un des partenaires commerciaux importants de la Chine. La production annuelle d'aluminium primaire de la Fédération de Russie a atteint 3,6 millions de tonnes métriques en 2015, soit 7% du total mondial.

Par conséquent, la Fédération de Russie a un intérêt commercial substantiel dans ces consultations.
